

Et à la liste de M. Cousins, j'ajoute, honte au Canada, qui a atermoyé et tergiversé quant au rôle qu'il aurait pu jouer, et honte à son gouvernement qui s'est laissé ligoter, paralyser par le principe de la non-intervention.

Mais il ne s'agit pas, au fond, d'intervention—pour paraphraser les propos de M. Cousins—il s'agit de savoir si le Canada a deux poids et deux mesures. Devenons-nous inventifs et courageux uniquement lorsque l'intérêt national est en cause? Est-il inconcevable que la plus grande chose que nous puissions faire dans l'intérêt national soit de nous engager dans une question d'intérêt humain? Les Canadiens veulent s'engager envers les Nigériens et les Biafrais et envers ceux qui ont subi les effets de cette guerre sinistre.

Je n'ai pas besoin d'exposer en détail les liens qui unissent le Canada au Nigéria et au Biafra. Les relations étroites fondées sur l'expérience personnelle de nos missionnaires, de nos hommes d'affaires, de nos enseignants et de nos étudiants dans ces pays sont des réalités de la vie canadienne depuis longtemps. En fait, le comité a entendu à cet égard le témoignage éloquent d'un étudiant canadien, M. Leith Bezanson, dont la déposition était fort supérieure à celle d'un grand nombre d'autres personnes, bien plus âgées, qui ont comparu devant le comité. Ce sont ces rapports étroits qui unissent le Canada au Nigéria et au Biafra qui nous ont portés à nous intéresser à cette guerre si profondément et, si l'on peut dire, de façon personnelle. Cet intérêt s'est manifesté dans nos périodiques qui, dès mars dernier, exhortaient le gouvernement canadien à prendre des mesures pour faire cesser l'expédition d'armes au Nigéria et au Biafra. C'est également en mars que notre comité des affaires extérieures a entendu pour la première fois les témoignages donnant l'historique de la guerre entre le Nigéria et le Biafra.

L'énormité de la tragédie retombe sur nous tous bien que dans des corridors de cet édifice j'entende certains se demander pourquoi nous consacrons une journée à une pareille question. Je laisse à d'autres le soin de juger cet étonnement. Je ne parviens pas à comprendre pourquoi, à une époque de tragédie internationale, on ne s'attendrait pas à une réaction de la part du Parlement d'un grand pays. Quel a été le nombre de victimes de la guerre et de la famine? Il est difficile de le dire, mais nous savons qu'elles étaient en grande partie inutiles et qu'elles étaient la conséquence d'une guerre qui aurait pu être arrêtée ou atténuée si les gouvernements du monde avaient pris les mesures appropriées en temps opportun.

Je vais entreprendre aujourd'hui, dans un discours qui sera plus long que la plupart de

ceux que j'ai prononcés à la Chambre, d'examiner la réaction de notre gouvernement en face de cette tragédie internationale. Il faut se rappeler d'abord qu'après le mois de mars, alors que les Canadiens invitaient le gouvernement à agir, les représentants qui siègent sur les banquettes ministérielles se souciaient de l'actuel premier ministre au congrès du leadership de son parti, et qu'ils étaient incapables de s'attarder beaucoup aux affaires extra-territoriales; peu de temps après, nous étions tous préoccupés par les élections fédérales. Enfin, au début octobre, le premier ministre a cru bon de feindre l'ignorance en demandant aux journalistes «Le Biafra, où est-ce?» Les ministres ont été lents à prendre réellement conscience du problème.

• (4.00 p.m.)

Mais en toute justice, disons-le, le gouvernement a bien accordé des subventions de secours au Biafra. Le 11 juillet, on remettait \$60,000 à la Croix-Rouge. Le 30 juillet, on envoyait des marchandises d'une valeur d'un demi-million. Le 19 septembre, on accordait un autre demi-million. Mais le Canada n'a pas lieu d'être béat ou benoît à cause de ces dons. Le gouvernement des États-Unis, sans tapage et sans pression du public, a donné, le 8 novembre, 12 millions de dollars et les Américains ont fourni un montant supplémentaire de cinq millions en dons bénévoles. Les gouvernements européens, avec la même discrétion, sont venus en aide aux Biafrais victimes de la guerre. Le Canada n'a pas lieu d'estimer qu'il a posé des gestes exceptionnels.

À certains égards ces dons nous portent à la tristesse. Quel pourcentage de nos marchandises sont parvenues aux nécessiteux? Quelle quantité de notre morue salée ira dans les marmites des mères dont les enfants manquent de protéines? Nos médicaments servent-ils vraiment sur les lieux de combat? Jusqu'à quel point notre générosité s'est-elle perdue dans le chaos et a-t-elle perdu son utilité faute de moyens de transport suffisants pour amener ces vivres aux nécessiteux? Ces questions sont restées sans réponse et n'en auront peut-être jamais. À cause de la piètre attitude de notre gouvernement, on s'interroge sur la satisfaction que l'on est en droit d'éprouver quant aux dons consentis par ce dernier.

Maintenant, monsieur l'Orateur, je vais passer à notre triste et honteux échec, alors que le travail qui nous réclamait était peut-être celui auquel nous étions le plus aptes. Dès le début de l'été, tous ceux qui s'intéressaient à l'aide au Biafra reconnaissaient que le besoin le plus urgent était celui de transports aériens appropriés. Dès lors aussi, les Hercules étaient considérés comme les meil-